

Attac (France) : Déclaration des membres du CA ayant refusé de siéger en vue de la réunion du 24 juin

vendredi 23 juin 2006, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2006).

Notre association connaît une crise sans précédent. L'assemblée générale s'est achevée dans la confusion. L'élection des représentants des adhérents directs souffre d'une contestation qui trouve sa source dans une aberration statistique relevée au cours du dépouillement et dans des procédures de dépouillement qui n'ont pas respecté les règles minimales assurant la sincérité du scrutin. Un doute sérieux pèse sur celle-ci. C'est ce qui nous a amenés à refuser pour le moment de siéger dans un Conseil d'Administration dont la légitimité est contestable.

Le recomptage prévu ne peut en aucun cas être une réponse à ces problèmes. En effet, sauf manipulations de bulletins, les scellés n'ayant été posés que lundi 19 juin au matin, il aboutira à un résultat similaire, aux erreurs inévitables près.

Nous considérons donc, que, dans cette situation, et sans attendre les résultats d'enquêtes qui doivent se poursuivre, la survie d'Attac et sa légitimité morale et politique exigent la tenue rapide de nouvelles élections. Nous ne pourrions siéger au CA sans un engagement précis sur les dates de ce nouveau scrutin. C'est pourquoi nous demandons la tenue d'un CA extraordinaire début juillet pour décider et organiser la tenue d'élections.

Lorsque la décision de tenir de nouvelles élections sera prise, il nous faudra prendre pour la période intermédiaire qui devra être la plus courte possible les mesures nécessaires permettant d'assurer la continuité d'Attac, de préparer ces élections et de créer les conditions d'un débat équitable :

- accès égalitaire aux listes électroniques, en particulier à la liste Informons ;
- reconstitution de la liste électronique « CA-fondateur » par fusion des listes « CA » et « fondateurs » nouvellement créées ;
- co-organisation des différentes enquêtes menées sur le processus électoral ;
- mise en place d'un Bureau représentant à égalité les sensibilités en présence avec une répartition égalitaire des postes de responsabilité ;
- tenue d'une CNCL extraordinaire d'échange et de débat sur la situation de l'association.

Nous demandons que cette déclaration soit mise sur la liste Informons.

Nous enverrons deux observateurs, un actif et un fondateur, à la réunion du CA du 24 juin pour discuter de ces points.

NB : Quelques élus ayant refusé de siéger n'ont pas pu être contactés.